

ROGER SCRUTON : « LES ÉLITES DÉFAITES PAR LES GENS ORDINAIRES »

Les difficultés rencontrées par les classes populaires face à la mondialisation ont longtemps été tuées par l'establishment libéral, analyse le philosophe britannique conservateur.

LE MONDE | 21.01.2017 Par Roger Scruton (Philosophe britannique et auteur)

Nous ne comprendrons l'élection de Donald Trump que si nous la considérons dans le contexte d'une rupture croissante, aux Etats-Unis, entre l'élite libérale et les gens du cru et ordinaires. La même rupture est apparue en Europe. On peut observer ses effets en Grande-Bretagne, dans le vote pour le Brexit, et en France, dans l'effondrement de l'establishment politique et l'ascension progressive de Marine Le Pen.

C'est une rupture que les médias ne font qu'exacerber. Aux mains de gens instruits et cosmopolites, pour une très large part, les médias n'ont pas de sympathie, dans l'ensemble, pour ceux qui paient le coût réel des politiques libérales – ceux qui « perdent leur pays » face à des forces mondiales qui dépendent de la protection d'Etats centralisés.

Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, les médias et les hommes politiques ont chassé de leur esprit, et même ouvertement dénigré, les classes populaires. On a rejeté ou passé sous silence toutes les tentatives pour faire entendre leurs inquiétudes quant à l'immigration et à l'impact sur leurs vies de la mondialisation et de la propagation des conceptions libérales du sexe, du mariage et de la famille.

De fait, on a grossièrement et inconsidérément blâmé et insulté ces gens coupés de leur ancienne façon de vivre sans qu'ils en aient retrouvé une autre. Pour l'élite libérale, les classes populaires déshéritées sont racistes, sexistes, xénophobes, homophobes, islamophobes.

**JE PARLE D'UNE MINORITÉ MÉPRISÉE, QUI RÉAGIT AU DÉDAIN
COMME TOUT LE MONDE, EN S'Y SOUSTRAYANT**

On comprend dès lors que nombre de ceux qui comptaient voter pour Trump n'ont pas confessé leurs intentions. Des charges comme celle de « racisme » sont intimidantes. Elles impliquent que vos sentiments ne sont pas seulement erronés mais mauvais. Elles vous marquent du nom de paria, de rebut qui n'a pas sa place dans l'avenir de la nation. Alors vous vous taisez et cachez vos sentiments.

Mais vos sentiments n'en sont pas moins réels. Et lorsque l'opportunité se présente de les exprimer par votre vote plutôt que par votre langue, vous le faites. Je ne parle pas d'une majorité silencieuse. Je parle d'une minorité méprisée – méprisée à tort, mais pas moins méprisée –, qui réagit au dédain comme tout le monde, en s'y soustrayant. D'où la grande erreur des sondages d'opinion : ils demandaient aux gens de sortir de leur cachette – mais pourquoi l'auraient-ils fait lorsque le seul effet en aurait été l'insulte ?

Nombreux sont ceux qui rejettent les récentes surprises électorales comme étant le résultat du « populisme », terme par lequel ils entendent l'appel au sentiment

populaire en dehors du processus politique, sans scrupule quant à la *nature* du sentiment populaire en question. Il est important, bien sûr, de rappeler la distinction entre la démocratie représentative et l'appel direct au peuple. Et il est indéniable que la croissance d'Internet et des réseaux sociaux fait émerger une « culture du plébiscite » qui encourage à contourner le processus politique et à projeter ses opinions et ses désirs sur l'écran. C'est de cette façon que Donald Trump a pu terminer en tête des primaires du Parti républicain, malgré l'opposition des médias, du parti et de la classe politique.

Identité et confiance sociale

Néanmoins, certaines occasions nécessitent l'appel direct au peuple. Ce fut le cas en Grande-Bretagne, lorsqu'on nous a demandé si nous souhaitions rester dans l'Union européenne. La question avait cessé d'en être une pour les hommes politiques ou les experts, qui l'avaient systématiquement évitée.

La classe politique avait renoncé à toute tentative de contrôler l'immigration massive depuis l'Europe de l'Est vers notre pays déjà surpeuplé – une immigration qui a causé une crise du logement, du système de santé et de l'environnement, de même qu'un changement radical de l'aspect de nos villes et de la composition de nos écoles. De même, elle avait abandonné toute tentative de soutenir la juridiction du droit commun anglais face aux jugements de plus en plus irresponsables des cours européennes.

Résultat, la question de l'identité se retrouva au premier plan des esprits : qui sommes-nous ? Quel est le lien qui nous unit ? Qui gouverne ? Sommes-nous unis par un processus européen qui implique l'extinction rapide de notre identité nationale et de nos institutions souveraines ? Ou sommes-nous toujours liés par nos coutumes, notre héritage politique et notre terre ? Ce sont des questions réelles, même si les hommes politiques, membres de l'élite libérale, préfèrent les ignorer. On ne peut pas y répondre par le processus politique car, comme toutes les questions d'identité, elles sont pré-politiques. Elles concernent la première personne du pluriel, le « nous » sur lequel la démocratie se fonde.

David Cameron, l'ancien premier ministre britannique, et son entourage ont tenté d'éviter ces questions d'identité en prétendant que le référendum concernait l'économie : quel est le meilleur moyen de garantir la croissance économique : rester ou partir ? L'élite économique propagea d'incroyables rumeurs alarmistes pour soutenir la position du gouvernement.

Pour le bien de l'économie, prétendaient-ils, nous devons rester dans l'UE. Il est vrai que la stabilité d'un pays dépend dans une large mesure de la croissance économique. Mais celle-ci dépend aussi de la confiance sociale – le sentiment que nous avons des choses en commun et que nous nous soutiendrons les uns les autres dans l'urgence. La confiance sociale provient d'un langage partagé, de coutumes partagées, de voisinages partagés, d'un respect des lois instinctif, de procédures permettant de résoudre les conflits et les torts, d'un esprit public et de la capacité des hommes à changer leur propre gouvernement par un processus qui leur est transparent.

Un projet libéral en danger

Les élites urbaines renforcent leur confiance mutuelle par des choix de carrières, des projets communs, une coopération par-delà les frontières et ce que le

philosophe John Stuart Mill appelait des « *expériences de vie* ». Comme les aristocrates de l'ancien temps, elles forment leurs réseaux sans référence aux frontières nationales. Dans l'ensemble, elles ne dépendent pas d'un lieu particulier, d'une foi particulière ou d'une routine particulière pour assurer leur sentiment d'appartenance. Lors du référendum pour le Brexit, on devine qu'ils ont eu peu de réticences à acquiescer à l'Union européenne, puisque celle-ci ne menace leur mode de vie, le cas échéant, qu'à la marge.

LA RÉPONSE DES GENS DU CRU À L'ÉLITE EST DE RAPPELER L'EXISTENCE D'UNE PREMIÈRE PERSONNE DU PLURIEL

Cependant, même dans les conditions modernes, cette élite urbaine dépend de ceux qui n'y appartiennent pas : les fermiers, les producteurs, les tailleurs, les mécaniciens, les soldats et les gérants d'entreprises, pour qui l'attachement à un lieu et à ses coutumes est implicite dans tout ce qu'ils font. Il n'est sans doute pas difficile d'imaginer que, confrontées à une question identitaire, ces personnes voteront très probablement d'une façon différente de l'élite urbaine, même si elles dépendent de celle-ci pour la direction du pays.

On peut observer exactement le même conflit aux Etats-Unis, entre les élites des villes côtières, dont les visages sont tournés vers le monde, et les travailleurs des villes de l'arrière-pays, pour qui l'Amérique est une terre et un enracinement qui sont leurs par leur droit d'héritage. Aux Etats-Unis comme en Europe, par conséquent, les gens du cru se trouvent accusés par l'élite de toute une gamme de crimes postmodernes, du racisme à l'islamophobie. Mais leur réponse est de rappeler à l'élite l'existence d'une première personne du pluriel.

Une première personne du pluriel inclusive est le résidu d'une coopération et d'une confiance construites sur plusieurs générations. Les concepteurs et les guides du projet européen ont essayé de créer une première personne du pluriel par des stratagèmes et des subventions, tout en supprimant les loyautés nationales du peuple européen. Mais c'est la nation, la patrie et sa culture commune qui définissent la véritable identité européenne. Et c'est aussi l'idée nationale européenne qui a créé l'identité américaine – car c'est la défense de la souveraineté nationale et du droit séculier dans les ouvrages de Locke et Montesquieu qui a inspiré la Constitution américaine.

Je suis stupéfait que tant de gens n'arrivent pas à comprendre que la démocratie et l'identité nationale dépendent en définitive l'une de l'autre. Si le projet libéral requiert que nous niions cette vérité et imaginions une démocratie sans frontières et un gouvernement mondial sans souveraineté nationale, alors le projet libéral est voué à l'échec. C'est peut-être pour cette raison que tant de personnes aujourd'hui parlent du « crépuscule » du libéralisme, et regardent la situation émergente sur les deux rives de l'Atlantique avec quelque consternation.

Car le libéralisme, dans son sens classique, est partie intégrante de notre civilisation. Il est la raison pour laquelle, en Occident, nous jouissons de la paix, de la tolérance, de la coopération et de l'Etat de droit – un cas très rare dans le monde d'aujourd'hui. Il est aussi la raison pour laquelle l'Europe et les Etats-Unis sont en crise, à cause de l'immigration massive de ceux qui ont vu sur l'écran de leur smartphone ce que le libéralisme pouvait leur apporter.

Trump, un gars normal

Je ne souscris pas aux prophéties apocalyptiques de l'élite libérale américaine. Je ne considère pas l'élection de Trump comme le prélude de quelque régression barbare du système politique américain, où les immigrants seront persécutés ou expulsés, et des bigots placés aux commandes des grandes institutions. J'ai foi dans le fait que la Constitution américaine a véritablement atteint ce qu'elle avait entrepris d'atteindre, c'est-à-dire un « *gouvernement de lois, non pas d'hommes* », et qu'elle prévaudra sur les défauts, quelque irritants qu'ils soient, du président élu. Après tout, la Constitution américaine a prévalu sur l'habile manipulation de Barack Obama, dont les tentatives pour créer un Etat-providence socialiste sont désormais en ruine, tout comme le parti politique dont il dépendait.

D'un autre côté, il est indéniable que l'émergence de Donald Trump au poste le plus puissant du monde démocratique est un événement d'une signification majeure. C'est une preuve claire non seulement du pouvoir des nouveaux réseaux sociaux, mais aussi du fait que ceux qui les utilisent sont immunisés contre la vulgarité, l'ignorance et le narcissisme. En effet, ils voient ces attributs non comme des défauts mais comme la preuve que Trump est l'un des nôtres, un gars normal qui n'a pas été réduit à néant par le « politiquement correct », quelqu'un qui dit ce qu'il pense et, par là même, ce que nous pensons.

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE CÈDE PARTOUT LA PLACE À CETTE NOUVELLE CULTURE DU PLÉBISCITE

Quel qu'en soit l'effet immédiat, il est à peu près certain que dans l'ère Trump, le style et le tempérament de la politique seront profondément influencés par Facebook et Twitter. On discutera peu de politiques publiques requérant une description de plus de 140 caractères ou privées d'un selfie souriant ou d'un doigt d'honneur. Ne nous berçons pas d'illusions, cependant. La démocratie représentative cède partout la place à cette nouvelle culture du plébiscite, et l'idée que les décisions prises en notre nom le sont par des personnes qualifiées qui assument la pleine responsabilité de leurs erreurs pourrait bien être bientôt une chose du passé. Trump n'est pas comptable de la culture qui prévaut sur Facebook, mais évitons de voter pour quiconque voit Facebook autrement que comme un désastre.

(Traduit de l'anglais par Laetitia Strauch-Bonart)

Roger Scruton est un philosophe britannique reconnu comme l'un des plus grands auteurs conservateurs de la sphère anglophone. Après une carrière universitaire, il s'est consacré à l'écriture, tout en continuant à enseigner à Oxford et aux Etats-Unis. Il est l'auteur de plus de quarante livres aux thèmes variés, de la politique à l'esthétique, mais aussi de romans et d'opéras. Dernier livre paru : *De l'urgence d'être conservateur. Territoire, coutumes, esthétique : un héritage pour l'avenir* (L'Artilleur, 2016).